



Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

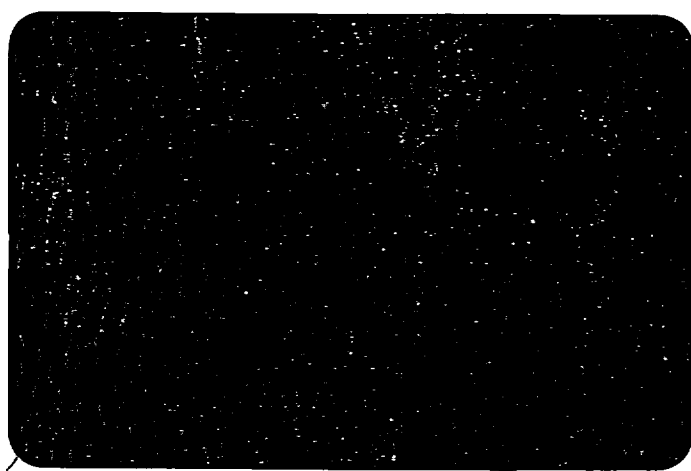


DUE DATE		DATE DE RETOUR	
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			
JUN 2 1968			

aree par le Secteur de
commerce exterieur

Prepared by the In
Development Bran

DOCS
 CA1 EA660 90E21 EXF
 Report on the accounts administered
 for the Government of Canada by the
 Export Development Corporation :
 covering the fiscal
 43259950



RAPPORT SUR
LES COMPTES ADMINISTRÉS
AU NOM DU
GOUVERNEMENT DU CANADA
PAR LA
SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION
DES EXPORTATIONS
EXERCICES
1988-89 ET 1989-90

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
1.0 <u>INTRODUCTION</u>	1
2.0 <u>DESCRIPTION DU PROGRAMME</u>	1
2.1 Objectifs et finalité	1
2.2 Genres d'aide fournie	2
3.0 <u>FONDEMENT JURIDIQUE</u>	2
4.0 <u>CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ</u>	3
5.0 <u>STRUCTURE DE GESTION ET PROCESSUS D'APPROBATION</u>	4
6.0 <u>FACTEURS FINANCIERS</u>	5
6.1 Budgétisation	5
6.2 Dépenses budgétaires et non budgétaires	6
6.3 Mouvements financiers du Compte du Canada	6
6.4 Examen statistique du financement à l'exportation	7
6.5 Examen statistique de l'assurance à l'exportation	8
7.0 <u>SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU COMPTE DU CANADA</u>	9
8.0 <u>PLAN DES DÉPENSES DU COMPTE DU CANADA JUSQU'À L'EXERCICE 1990-1991</u>	9
8.1 Aperçu de stratégie	9
8.2 Plan des dépenses	10
8.3 Priorités en matière de dépenses	11

ANNEXES

ANNEXE I - Rapport de l'actif du Compte du Canada	13
ANNEXE II - Accords de financement signés, par pays	14
ANNEXE III - Responsabilité maximale en cours au titre d'assurances sur le Compte du Canada	19

1.0 INTRODUCTION

Aux termes de la Loi sur l'expansion des exportations (S.R., ch. E-20), le gouvernement du Canada est autorisé, dans des circonstances bien déterminées, à s'engager directement dans certaines activités de nature financière (prêts, garanties et assurances) en vue de «faciliter et d'accroître» le commerce d'exportation. Dans ces circonstances, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) agit à titre d'agent du gouvernement du Canada dans la réalisation des transactions en cause, mais elle affecte à des comptes distincts toute somme dépensée ou reçue, et de telles dépenses et recettes sont respectivement débitées et créditées au Trésor.

Ces activités du gouvernement du Canada et les fondements juridiques qui les sous-tendent ont peu à peu été désignés collectivement par l'expression «Compte du Canada».

Le présent rapport vise à décrire le Compte du Canada, c'est-à-dire à définir ses objectifs, le genre d'aide qu'il permet de fournir, ses critères d'admissibilité, ses fondements juridiques et sa structure de gestion. On y fournit également des renseignements sur certaines données financières telles que l'élaboration du budget, les limites fixées par le Parlement aux dépenses (directes et imprévues) et les antécédents du programme en termes de ressources utilisées. Le rapport fournit un compte rendu à jour des activités de financement et d'assurance à l'exportation et des risques qui y sont liés, ainsi qu'un plan des dépenses du Compte du Canada pour la période se terminant à l'exercice 1990-1991.

2.0 DESCRIPTION DU PROGRAMME

2.1 Objectifs et finalité

Le Compte du Canada confère l'autorisation et les moyens au gouvernement du Canada d'appuyer les opérations d'exportation canadiennes qui, dans l'optique d'une gestion avisée des risques telle qu'elle est définie par le Conseil d'administration de la SEE, ne peuvent être appuyées par la Société.

Il n'en demeure pas moins que les objectifs de base du programme du Compte du Canada sont identiques à ceux de la Société pour l'expansion des exportations. La SEE a en effet été créée en 1969 en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations en vue «de faciliter et d'accroître le commerce extérieur du Canada à l'aide des pouvoirs, notamment financiers, que lui confère (cette) loi» (paragraphe 10(1)). Or, ni la loi ni la pratique n'établissent de distinction entre les objectifs généraux de la SEE, en ce qui regarde les activités que la Société effectue sur son propre compte, et les objectifs du gouvernement, en ce qui a trait aux activités menées en vertu du Compte du Canada.

2.2 Genres d'aide fournie

Aux termes de la loi, le gouvernement est en mesure de fournir un éventail suffisamment large de services financiers aux exportateurs canadiens. Ces services se répartissent en trois catégories : financement direct à l'exportation et garanties de financement, assurances à court et moyen terme, et assurance-investissement à l'étranger.

La loi autorise, plus particulièrement, le gouvernement à :

assurer les entreprises canadiennes contre les risques commerciaux et politiques de non-paiement, lors de la vente de biens et services canadiens à l'étranger;

octroyer des prêts à moyen et long terme à des acheteurs étrangers de biens d'équipement et de services techniques canadiens;

garantir les établissements financiers contre toute perte subie par le financement, soit d'un fournisseur canadien, soit d'un acheteur étranger, dans le cadre d'une opération d'exportation;

émettre des cautionnements afin de protéger les exportateurs contre les appels de garanties de soumissions, de restitution d'acomptes ou de bonne fin; et

assurer les investissements canadiens à l'étranger contre les pertes entraînées par des actes politiques tels que nationalisations, guerres ou contrôle des changes.

Les services financés sur le Compte du Canada sont fournis contre paiement par l'utilisateur. Ainsi, l'exportateur verse des primes sur les assurances, et les services de financement et de garantie liés au Compte du Canada s'accompagnent de commissions. Les prêts doivent en outre être remboursés dans leur intégralité et ils sont grevés d'un intérêt (à l'exception des prêts accordés à des conditions libérales, ou «prêts concessionnels» - voir point 4).

3.0 FONDEMENT JURIDIQUE

Le gouvernement est autorisé à mener des activités aux termes du Compte du Canada en vertu de la Loi sur l'expansion des exportations (S.R., ch. E-20), modifiée pour la dernière fois par le Parlement en 1983. L'article 27 de la Loi autorise le gouvernement à conclure des contrats d'assurance et d'autres ententes et garanties. L'article 31 l'autorise à octroyer des prêts directs et à prendre des dispositions de garantie sur prêts. L'article 35 fournit une autorisation semblable relativement aux contrats d'assurance-investissement à l'étranger.

Pour qu'une opération puisse être exécutée dans le cadre du Compte du Canada, trois exigences minimales doivent être respectées, quel que soit le cas en présence (assurance, prêt ou garantie sur prêt et assurance-investissement à l'étranger), à savoir :

le Conseil d'administration de la SEE doit passer en revue l'opération proposée et déterminer qu'elle représenterait une obligation «d'une durée ou d'un montant supérieurs à ceux auxquels la Société s'engagerait normalement sur son compte» (le compte propre de la SEE);

le ministre du Commerce extérieur doit faire savoir au gouverneur en conseil qu'il juge que l'opération proposée «est dans l'intérêt national»; et

l'opération doit être autorisée par le gouverneur en conseil.

La Loi stipule également que la SEE doit tenir des comptes séparés pour chacune des trois grandes catégories (assurances, prêts et assurance-investissement à l'étranger) et que toute somme nécessaire à la liquidation des passifs doit provenir du Trésor.

Enfin, les articles 28 et 32 imposent des limites aux responsabilités et engagements que le gouvernement est autorisé à prendre en vertu du Compte du Canada. L'article 28 fixe à sept milliards de dollars le plafond de la dette éventuelle représentée par des contrats d'assurance et des assurances-investissements à l'étranger en cours. L'article 32 fixe à six milliards de dollars le plafond des prêts directs et garanties, en cours et engagés à n'importe quel moment.

4.0 CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Comme nous l'avons mentionné à l'article précédent, le Conseil d'administration de la SEE doit d'abord déterminer si une opération peut être exécutée sur le Compte de la Société, et il doit ensuite la rejeter, avant que l'on puisse demander au ministre de déterminer son admissibilité aux termes du Compte du Canada. De façon générale, un certain nombre de facteurs peuvent amener le Conseil d'administration de la SEE à rejeter une opération : celle-ci

pourrait dépasser la capacité d'engagement prévue par les lignes directrices de la SEE pour un pays donné (c'est-à-dire le montant maximum des transactions que la Société estime prudemment pouvoir accepter sur un marché déterminé); elle pourrait impliquer des pays où la SEE ne peut prendre d'engagements (des marchés où, pour motif de risques, la Société ne peut appuyer l'exportation canadienne); elle pourrait engager des montants ou des durées supérieurs à ceux pour lesquels le Conseil d'administration de la SEE s'engagerait normalement à l'égard d'un seul emprunteur. En outre, depuis le début des années 1980, les conditions de bon nombre d'opérations effectuées aux termes du Compte du Canada imposent un financement concessionnel (c'est-à-dire un financement selon des modalités et à des taux d'intérêt normalement associés à l'aide publique au développement) et ce, afin d'égaliser les conditions offertes par la concurrence.

On trouvera ci-dessous les critères d'admissibilité s'appliquant aux opérations qui peuvent être appuyées aux termes du Compte du Canada :

les critères habituels de prêt de la SEE (c'est-à-dire teneur canadienne, capacités financière et technique de l'exportateur, viabilité commerciale et technique du projet, etc.);

la mesure dans laquelle le gouvernement est disposé, en principe, à accepter le risque-pays à l'étude et la solvabilité des emprunteurs non souverains; et

des facteurs d'intérêt national tels que :

- les coûts et les retombées économiques de l'opération pour le Canada;
- l'importance de l'opération pour l'exportateur;
- les implications de politique extérieure, dont l'incidence de l'opération sur les rapports bilatéraux du Canada avec le pays en question; et
- l'importance du marché en question pour le Canada.

5.0 STRUCTURE DE GESTION ET PROCESSUS D'APPROBATION

C'est la Loi sur l'expansion des exportations qui confère l'autorité et les responsabilités d'exploitation du Compte du Canada. Les modalités de cette loi prévoient un partage desdites autorité et responsabilités.

La responsabilité de toute décision d'accorder un appui aux termes du Compte du Canada repose sur le Cabinet (c'est-à-dire sur le gouverneur en conseil), qui se base sur l'opinion du ministre du Commerce extérieur selon laquelle l'opération envisagée est ou non dans l'intérêt national.

Quant à la SEE, il lui incombe de fournir renseignements et conseils sur toute opération envisagée sur le Compte du Canada. C'est également à la Société qu'échoit, aux termes de la Loi, la seule responsabilité de la gestion de toutes les opérations approuvées par le Cabinet. La SEE signe, de ce fait, les documents juridiques, débourse les fonds, gère l'ensemble des remboursements, tient les livres comptables, etc. Les frais que la Société engage en vue de gérer ces projets au nom du gouvernement sont récupérés sur les recettes et recouvrements du Compte du Canada, par le biais d'un dispositif autorisé par le ministre des Finances et prévu par la Loi.

On trouvera à l'annexe I un tableau comparatif des comptes gérés par la SEE au nom du Canada.

Le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur prête assistance à son ministre titulaire, qui est également chargé de la SEE devant le Parlement et, ce faisant, fournit renseignements et conseils sur des opérations particulières de même que sur la politique générale du gouvernement en ce qui concerne le Compte du Canada.

6.0 FACTEURS FINANCIERS

6.1 Budgétisation

Comme nous l'avons relevé à l'article 3.0 ci-dessus, ce sont les articles 27, 31 et 35 de la Loi sur l'expansion des exportations qui autorisent l'affectation des fonds tirés du Compte du Canada. Toute opération effectuée sur ce compte est d'ailleurs autorisée d'office par la Loi, en ce sens qu'il n'est pas nécessaire de solliciter continuellement des nouveaux crédits annuels du Parlement - à condition toutefois que la somme de tous les prêts en cours et autres obligations et engagements ne dépassent pas les plafonds fixés aux articles 28 et 32 de la Loi.

Bien qu'il ne soit pas nécessaire de solliciter annuellement de nouvelles autorisations de dépenses du Parlement, celui-ci reçoit néanmoins des évaluations détaillées des dépenses effectuées sur le Compte du Canada. C'est ainsi que le montant prévu des dépenses est affecté à un poste (appelé «poste législatif») figurant dans le Budget des dépenses principal établi annuellement par le gouvernement, et que toute modification importante et inattendue du compte, dans la mesure où elle peut être prévue avec suffisamment d'anticipation, est communiquée au Parlement par le biais du Budget des dépenses supplémentaire, dans le courant de l'exercice. Les

chiffres des dépenses réelles sont communiqués tous les ans au Parlement par l'intermédiaire des Comptes publics du Canada. De plus, à partir de l'exercice 1990-1991, un rapport annuel sera présenté au Parlement sur les opérations effectuées dans le cadre du Compte du Canada, et du présent rapport, qui sera désormais mis à jour et présenté au Parlement chaque année.

Le genre d'opérations appuyées par le Compte du Canada s'assortissent généralement de longs délais et de beaucoup d'incertitudes. En ce qui regarde tout particulièrement le crédit à long terme, aucun projet d'exportation n'est lancé sans que le gouvernement ne fasse d'abord connaître son accord de principe d'appui à l'opération en cause. Sans ce préalable, l'exportateur n'engage pas de grosses dépenses en vue de décrocher le contrat d'exportation et l'emprunteur, en règle générale, exige d'obtenir le financement dans sa soumission. Il est impossible, compte tenu du caractère concurrentiel du commerce international, de prédire sans risque d'erreur dans quelle mesure un exportateur donné pourra mener à bien une opération donnée. Il s'ensuit que le gouvernement doit prendre des engagements en vue d'une éventualité de succès de la part de l'exportateur, en restant bien conscient que même si bon nombre de tels engagements peuvent ne jamais se traduire en prêts ou en contrats d'assurance, il doit néanmoins se tenir prêt à accorder l'appui financier nécessaire dans l'éventualité d'une obtention de contrat. Les engagements permanents portant sur plusieurs années et les autorisations permanentes de dépenses approuvées par le Parlement accordent l'indispensable souplesse au gouvernement et lui permettent de gérer ce processus.

6.2 Dépenses budgétaires et non budgétaires

Lorsque le gouvernement effectue un prêt en vertu du Compte du Canada, ce prêt peut être comptabilisé en tant que dépense budgétaire ou non budgétaire.

Avant 1987, pratiquement toutes les sorties de fonds de cette nature étaient considérées par le gouvernement comme des dépenses non budgétaires. Depuis cette date, cependant, on a eu recours aux deux types d'affectations. Ainsi, les prêts accordés à des conditions libérales (prêts sans intérêts ou prêts à faible intérêt remboursables sur de longues périodes) sont actuellement comptabilisés comme dépenses budgétaires. Tandis que les prêts accordés à des taux équivalents ou légèrement inférieurs aux taux commerciaux continuent, en règle générale, à être comptabilisés comme dépenses non budgétaires. Les prêts assortis de modalités «sur mesure» qui combinent un financement concessionnel et non concessionnel sont comptabilisés en conséquence.

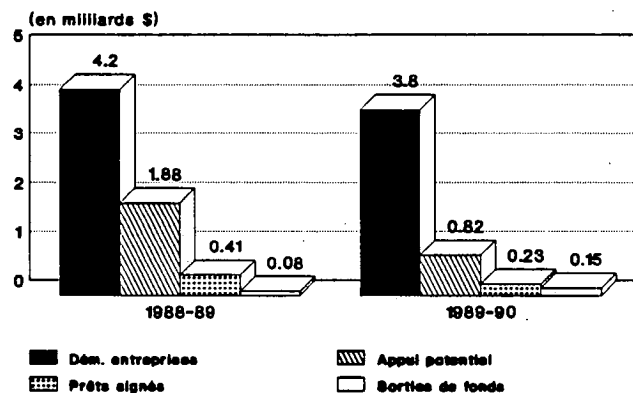
Les règlements de sinistres en matière d'assurances sont, en principe, comptabilisés comme dépenses non budgétaires, jusqu'à ce que la SEE prenne des mesures de recouvrement. Jusqu'à présent, le

gouvernement a pu bénéficier d'une proportion extrêmement élevée de recouvrements de ce type effectués aux termes du Compte du Canada.

6.3 Mouvements financiers du Compte du Canada

Le graphique ci-dessous donne les montants liés aux opérations de financement à l'exportation entreprises au cours des exercices 1988-89 et 1989-90, de même que le niveau effectivement atteint par les versements de prêts aux termes du Compte du Canada. Ce graphique met en relief le degré de versatilité et d'incertitude inhérent à ces activités, situation que nous avons décrite au paragraphe 6.1. La colonne «Démarches entreprises» indique la valeur des transactions rapportées à la SEE par les exportateurs canadiens qui, si elles avaient été couronnées de succès, auraient probablement requis un financement aux termes du Compte du Canada. La deuxième colonne («Appui potentiel») indique l'évaluation du coût du financement, sur le Compte du Canada, de l'ensemble des opérations d'exportation dont les intéressés ont été notifiés officiellement par la SEE de la disposition du gouvernement (au moins en principe) de prendre en considération la proposition d'appui aux termes du Compte du Canada. La troisième colonne («Prêts signés») donne la somme totale attribuée au Compte du Canada relativement aux opérations effectivement signées par les exportateurs au cours de l'exercice en question. La quatrième colonne, enfin, donne les versements réellement effectués par le gouvernement en faveur des exportateurs et à destination des acheteurs étrangers, en rapport avec les prêts signés. Ce n'est que dans ce dernier cas qu'il y a tirage sur le Trésor.

Sommaire du Compte du Canada 1988-89 et 1989-90



6.4 Examen statistique du financement à l'exportation

Au 31 mars 1990, l'encours des prêts et garanties sur prêts engagés s'élevait à 1 498 millions de dollars (en vertu de l'arti-

cle 32 de la Loi, ce montant ne peut dépasser 6 milliards). Ce total comprend des sommes liées à des engagements mais non encore déboursées, figurant dans des contrats signés et s'élevant à 533 millions de dollars. Depuis le lancement du programme du Compte du Canada, plus de 2 milliards de dollars d'appui à l'exportation ont été consentis par le biais de prêts directs.

Le recours au financement concessionnel aux termes du Compte du Canada ne s'est répandu que vers la fin de la décennie mais il a, à partir de ce moment-là, connu une croissance rapide, avec des engagements (avant versements) de 588,7 millions de dollars à la fin de l'exercice 1989-90. Les deux tableaux de l'Annexe IV donnent les totaux, par pays, de tous les prêts signés au cours de la période à l'étude; ci-dessous, un sommaire du programme.

TABLEAU 6.4.1
APERÇU GLOBAL DES
PRÊTS ACCORDÉS EN VERTU DU COMPTE DU CANADA
AU 31 MARS 1990
(EN MILLIONS DE \$)

	Total des engagements*	Engagements en cours			Engagements non versés
		Total des versements	Total des rembours.	Solde en cours	
Prêts concessionnels	588,7 \$	233,8 \$	2,1 \$	231,7 \$	354,9 \$
Prêts non concessionnels	<u>1 546,3 \$</u>	<u>1 368,0 \$</u>	<u>634,7 \$</u>	<u>733,4 \$</u>	<u>178,2 \$</u>
Total	2 135,0 \$	1 601,8 \$	636,8 \$	965,1 \$	533,1 \$

* Engagements libres d'annulations (p. ex., demandes de financement revues à la baisse par l'acheteur ou l'emprunteur), sur toute la durée du programme.

6.5 Examen statistique de l'assurance à l'exportation

Les contrats d'exportation canadiens nécessitent, en règle générale, une assurance aux termes du Compte du Canada lorsque la SEE ne peut prendre aucun engagement sur un marché d'exportation donné (les ventes de produits agricoles en vrac à Cuba sont un cas en l'espèce) et lorsqu'un prêt financé par le Compte du Canada requiert une assurance ou une garantie. Auparavant, seul le Compte du Canada prenait en charge l'assurance-investissement à l'étranger, et bien qu'un certain nombre de ces polices figurent toujours dans les livres de ce compte, il est possible, à l'heure actuelle, de se procurer une assurance-investissement à l'étranger par le biais du Compte de la Société.

Le 31 mars 1990, la responsabilité éventuelle découlant de contrats d'assurance et autres ententes s'élevait à 58 millions de dollars, le plafond prévu par l'article 28 de la loi étant de 7 milliards de dollars.

TABLEAU 6.5.1
EXIGIBILITÉS MAXIMALES AUX TERMES DU COMPTE DU CANADA
À LA FIN DES EXERCICES (31 MARS)
(EN MILLIONS \$)

Genre de police	1988-89		1989-90	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Produits agricoles en vrac	(7)	21,2 \$	(3)	21,999 \$
Moyen terme	(3)	0,382 \$	-	-
Assurances individuelles liées à des prêts	(7)	17,123 \$	(2)	14,826 \$
Garanties liées à des prêts	(2)	240,275 \$	-	-
Investissement à l'étranger	(13)	43,125 \$	(9)	21,536 \$
Total des exigibilités maximales	(32)	322,105 \$	(14)	58,361 \$

La forte baisse constatée entre 1988 et 1989 dans les exigibilités maximales s'explique par l'expiration de la garantie de 235,5 millions de dollars liée à la vente, effectuée en 1982 et appuyée par le Compte du Canada, des rames de métro aux États-Unis.

Prière de vous reporter à l'annexe III pour un rapport détaillé par pays sur les exigibilités maximales.

7.0 SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU COMPTE DU CANADA (1988-1989 ET 1989-1990)

En 1988-1989, les exportateurs canadiens ont pu conclure des contrats s'élevant à 708 millions de dollars dans sept pays grâce à un financement de 411 millions de dollars sur le Compte du Canada. En 1989-1990, vingt-trois transactions, s'élevant au total à 530 millions de dollars, avaient pu être conclues dans huit pays grâce à un financement de 232 millions de dollars sur le Compte du Canada. (La différence entre les montants financés et contractuels vient de ce que le financement sur le Compte du Canada ne s'applique pas à la totalité du montant contractuel).

La SEE estime qu'au total, 27 700 années-personnes d'emploi ont été créées ou maintenues au Canada en raison des transactions financées sur le Compte du Canada en 1988-1989, et 16 700 en 1980-1990.

La SEE effectue périodiquement des analyses coûts/avantages des transactions appuyées sur le Compte du Canada. Ces analyses

tiennent compte uniquement des coûts et des avantages liés à une transaction particulière. La SEE ne cherche pas à mesurer d'autres retombées économiques plus vastes telles que celles découlant des ventes subséquentes sur le même marché; celles qui peuvent profiter à d'autres exportateurs canadiens en raison de la présence canadienne sur le marché en question; celles associées à l'application au Canada de technologies mises au point pour des transactions d'exportation appuyées dans le cadre du Compte du Canada, etc. Ces dernières retombées économiques peuvent être très importantes, mais elles sont aussi beaucoup plus difficiles à déterminer et à quantifier de façon précise. Néanmoins, comme nous le mentionnons au point 4, le gouvernement examine ces questions lors de l'évaluation des transactions qui permet de déterminer s'il s'agit de transactions réalisées «dans l'intérêt national».

Dans l'ensemble, les analyses de la SEE indiquent que les transactions appuyées dans le cadre du Compte du Canada ont entraîné un coût net de 66 millions de dollars en 1988-1989 et de 60 millions de dollars en 1989-1990, principalement en raison de l'exigence d'accorder un financement concessionnel pour égaler celui accordé par les concurrents du Canada.

Sur le plan de l'assurance, 81 millions de dollars ont été déclarés au titre de dix-huit polices d'assurance en 1988-1989, et 89 millions de dollars l'ont été, au titre de onze polices, en 1989-1990. (Veuillez noter que les résultats en volumes d'affaires sont différents des données relatives aux responsabilités maximales, et cela pour deux raisons : d'une part, le rapport sur les responsabilités maximales est préparé à une date précise; d'autre part, les montants de responsabilités qui portent sur plus d'un an sont enregistrés comme volume uniquement dans l'année au cours de laquelle ils sont signés, alors que la responsabilité n'expire qu'avec l'expiration de la police.)

8.0 PLAN DES DÉPENSES DU COMPTE DU CANADA JUSQU'À L'EXERCICE 1990-1991

8.1 Aperçu de stratégie

Afin de maintenir la pratique établie et compte tenu des dispositions juridiques instituant le Compte du Canada, nous continuerons à recourir à ce dernier, de façon sélective et lorsque le besoin s'en fera sentir, tout au long de la période de planification 1990-1991 et ce, en vue d'appuyer les opérations que la SEE ne peut imputer au Compte de la Société, mais que l'on estime néanmoins être dans l'intérêt national. On continuera donc à utiliser cet instrument de façon exceptionnelle, afin de répondre à des situations spéciales.

La détermination avec laquelle certains pays développés continueront à recourir, sur la scène internationale, au crédit

mixte, alliée à une demande que l'on prévoit forte de crédits commerciaux, maintiendra la demande pressante de financement concessionnel.

On s'attend, par ailleurs, à ce que persiste, dans l'optique de la gestion globale des ressources affectées au programme du Compte du Canada, le déséquilibre existant actuellement entre la demande et l'offre limitée de fonds. Ce déséquilibre résulte en partie d'un chevauchement des efforts de marketing entrepris, d'une part par les exportateurs canadiens, d'autre part par le gouvernement, efforts qui se sont multipliés au cours des années 1980 et dont on voit actuellement les résultats; il provient également de la nécessité pour le gouvernement de continuer à gérer de façon prudente ses ressources financières, et tout particulièrement ses ressources budgétaires, au cours de cette période de restrictions. Il n'est donc pas possible, compte tenu des circonstances et du montant limité des fonds disponibles, de satisfaire la totalité des demandes d'appui lié au Compte du Canada. Il s'ensuit que la SEE continuera à tenir les exportateurs et leurs associations informés des constrictions budgétaires, en vue de mieux rapprocher les demandes de financement des exportateurs (et tout particulièrement leurs demandes de financement concessionnel) et les niveaux de disponibilité projetés des fonds.

Les grands critères d'admissibilité régissant l'approbation d'une opération donnée relativement à l'appui du Compte du Canada demeurent inchangés. C'est ainsi que :

seules seront prises en considération les opérations que le Conseil d'administration de la SEE ne peut imputer au Compte de la Société;

chaque opération proposée sera examinée à la lumière d'un certain nombre de critères précis d'intérêt national et seules seront appuyées celles que le ministre du Commerce extérieur estimera être dans l'intérêt national; et

chaque opération appuyée nécessitera l'approbation du Cabinet.

8.2 Plan des dépenses

Le tableau 8.2.1 ci-dessous donne un aperçu du Plan des dépenses. Basés sur les prévisions de la SEE au 30 septembre 1990, les niveaux de référence pour 1990-1991 sont d'ores et déjà fortement engagés. Ces prévisions sont elles-mêmes basées sur les projections de la SEE en matière de besoins découlant de transactions signées et de l'encours des approbations de principe.

8.2.1
**PLAN DES DÉPENSES
 DU COMPTE DU CANADA
 (EN MILLIONS \$)**

	88/89 Principales <u>estim.</u>	88/89 Réal	89/90 Principales <u>estim.</u>	* 89/90 Réal	90/91 Principales <u>estim.</u>
- Budgétaire (concessionnel)	75	52	125	104	185
- Non budgétaire (non concessionnel)					
. Versements	101	34	100	45	250
. Remboursements	<u>(34)</u>	<u>(40)</u>	<u>(36)</u>	<u>(36)</u>	<u>(36)</u>
. Exigence nette	<u>67</u>	<u>(6)</u>	<u>64</u>	<u>9</u>	<u>214</u>
Dépenses totales	<u>142</u>	<u>46</u>	<u>189</u>	<u>113</u>	<u>399</u>

* Chiffres fournis par la SEE, non par les Comptes publics du Canada.

8.3 Priorités en matière de dépenses

On prendra en considération, sur l'ensemble des opérations d'exportation potentielles nécessitant des ressources non budgétaires, tout projet qui peut être financé dans les limites des niveaux prévus.

Du côté budgétaire, tout projet jugé dans l'intérêt national et pouvant être financé dans les limites des niveaux prévus sera également pris en considération. Toutefois,

priorité sera toujours accordée aux opérations d'exportation vers les marchés «favorisés» et à celles destinées à contrebalancer les crédits concessionnels accordés par d'autres pays;

priorité sera accordée aux opérations d'exportation n'exigeant que de faibles montants de financement concessionnel, afin de ne dépenser qu'avec parcimonie le peu de ressources restantes; et

les opérations nécessitant des niveaux relativement élevés de financement concessionnel, ainsi que celles visant des marchés non prioritaires, seront découragées.

**ANNEXE I
RAPPORT DE L'ACTIF DU COMPTE DU CANADA**

ACTIF	<u>1989-90</u>	<u>1988-89</u>
- Prêts à recevoir	965 105 \$	833 292 \$
- Intérêts et honoraires courus	112 941 \$	91 905 \$
- Sommes dues par la SEE	<u>5 667 \$</u>	<u>7 264 \$</u>
- Actif net	1 083 713 \$	932 461 \$
 L'ACTIF NET A ÉTÉ FINANÇÉ COMME SUIT:		
- Fonds versés par le Canada moins remboursements de principal et paiements d'intérêts (pour l'exercice)	46 153 \$	16 329 \$
- Intérêts sur prêts, honoraires, primes d'assurance et de garanties (pour l'exercice)	86 282 \$	64 035 \$
- Indemnités versées, nettes de recouvrements	(132 \$)	(18 734 \$)
- Dépenses administratives	(7 055 \$)	(7 183 \$)
- Augmentation des créances au Canada	<u>26 004 \$</u>	<u>13 518 \$</u>
	151 252 \$	67 965 \$
 ACTIF NET FINANÇÉ PAR LE CANADA		
- Début de l'exercice	932 461 \$	864 496 \$
- Fin de l'exercice	1 083 713 \$	932 461 \$

ANNEXE II
 ACCORDS DE FINANCEMENT SIGNÉS PAR PAYS
 DU 1^{er} AVRIL 1989 AU 31 MARS 1990
COMPTE DU CANADA

<u>Pays</u>	<u>Emprunteur Principal exportateur</u>	<u>Produits financés</u>	<u>Montant (en milliers de \$)</u>
Égypte	Égypte Câbles Canada Limitée	Prolongement du métro - Projet de construction de la station SapTia/ Shoubrah/El-Kheima	22 446
		Total pour le pays :	22 446
Algérie	BAD SNC/Met-Chem/Lavalin	Phase 1 - Prestation de services techniques de coordination pour le complexe de Jijel	819
		Total pour le pays :	819
Maroc	Compagnie nationale Royal Air Maroc CCC	Conception et construc- tion d'un centre d'essai de moteurs	15 211
		Total pour le pays :	15 211
Rwanda	Rwanda Almax International Inc.	Vente et installation de lignes à moyenne tension (15 et 30 kV)	7 400
		Total pour le pays :	7 400
Chine	Banque de Chine Northern Telecom Canada Ltée	Vente d'autocommuta- teurs numériques, province de Hebei	8 569
		Vente de matériel et de services connexes pour le projet concernant la scierie de Fanyu	1 440
	Banque de Chine Northern Telecom Canada Ltée	Vente de commutateurs, province de Jiangxi	3 435
		Vente de commutateurs, province de Shaanxi	4 849
	Banque de Chine Northern Telecom Canada Ltée	Vente de commutateurs, province de Henan	9 192
		Vente de matériel et de services pour la cons- truction d'une usine de caprolactame	18 778
	Banque de Chine Northern Telecom Canada Ltée	Vente de commutateurs, province de Yunan	4 651
		Vente de câbles télé- phoniques	1 443

<u>Pays</u>	<u>Emprunteur Principal exportateur</u>	<u>Produits financés</u>	<u>Montant (en milliers de \$)</u>
Chine	Banque de Chine Cambrian Eng. Group	Vente de matériel de transformation et de services connexes pour la modernisation d'une usine de raffinage d'huiles comestibles	664
	Banque de Chine PHB Weserhutte Inc.	Vente de deux câbles-grues pour le projet d'hydro-électricité de Gehe Yan	1 512
	Banque de Chine Divers	Fourniture de matériel de station secondaire pour le projet d'hydro-électricité de Gehe Yan	11 878
	Banque de Chine Fountainhead Enterprises Corp.	Vente de bois d'oeuvre pour le projet d'hydro-électricité de Gehe Yan	2 325
	Banque de Chine Câbles Canada Ltée	Vente de câbles téléphoniques, rattachée à la vente de NTCL dans la province de Shaanxi	681
	Banque de Chine Divers	Vente de génératrices/turbines hydro-électriques et de services connexes	23 532
	Banque de Chine Services SNC Ltée	Vente de biens et services pour la construction d'une usine de produits chimiques à Jiujiang	4 912
	Banque de Chine Fluor Daniel Canada Inc.	Projet de transformation d'oxyde d'éthylène, province de Jilin	11 171
		Total pour le pays :	109 031
Indonésie	Indonésie Canadian Astronautics Limited	Vente d'un système de radiobalises par satellite pour SRSAT	6 729
		Total pour le pays :	6 729
Thaïlande	Société Panjapol (industrie papetière) Klockner Stadler Hurter Limited	Vente de matériel et de services connexes pour la construction d'une usine de pâtes kraft, d'une capacité de 250 tonnes métriques sèches par jour	24 800
		Total pour le pays :	24 800

<u>Pays</u>	<u>Emprunteur</u> <u>Principal exportateur</u>	<u>Produits financés</u>	<u>Montant</u> <u>(en milliers de \$)</u>
Jamaïque	Jamaica Telephone Co. Ltd. Northern Telecom Canada Ltée	Vente de matériel de télécommunications et de services connexes pour l'amélioration du réseau téléphonique de la Jamaïque	45 600
		Total pour le pays :	45 600
		Total global	<u>232 036</u>

Sommes indiquées d'après le taux de change
utilisé dans le Plan :

Taux de change utilisé dans le Plan :

1 \$ US = 1,20 \$ CAN

Différences attribuables au fait que
certains chiffres ont été arrondis

ACCORDS DE FINANCEMENT SIGNÉS PAR PAYS
DU 1^{er} AVRIL 1988 AU 31 MARS 1989
COMPTE DU CANADA

<u>Pays</u>	<u>Emprunteur Principal exportateur</u>	<u>Produits financés</u>	<u>Montant (en milliers de \$)</u>
Égypte	Société nationale des chemins de fer Sydney Steel Corp.	75 000 tonnes métriques de rails d'acier	46 590
		Total pour le pays :	<u>46 590</u>
Algérie	BAD General Motors du Canada Limitée	Vente de 10 locomotives de grandes lignes	10 040
		Total pour le pays :	<u>10 040</u>
Maroc	OPNT Bell Canada International Ltée	Vente de biens et services pour un projet de télécommunications	212 300
		Total pour le pays :	<u>212 300</u>
Chine	Banque de Chine Câbles Canada Ltée	Fourniture de câbles téléphoniques et d'accessoires destinés à du matériel de télécommunications numérique	422
	Banque de Chine Northern Telecom Canada Ltée	Vente de systèmes numériques de télécommunications à hyperfréquences, province de Hebei	1 040
	Banque de Chine Dow Chemical Canada Inc.	Fourniture de biens et services pour la construction d'une usine de produits chimiques, province de Jejiang	5 278
	Banque de Chine Whiting Equipment Canada Inc.	Vente d'un four pour le traitement de l'oxyde d'aluminium	1 005
	Banque de Chine G & B Automated Equipment Ltd.	Vente de matériel de fabrication de meules abrasives	960
	Banque de Chine Lummus Co. of Canada Limited	Construction d'une usine de production de polyéthylène basse pression linéaire	17 288
	Banque de Chine Whiting Equipment Canada Inc.	Vente d'un four pour le traitement de l'oxyde d'aluminium à la deuxième usine de fabrication de meules abrasives de Chine	993
	Banque de Chine Lummus Co. of Canada Limited	Projet de construction d'une usine de production d'éthylène à Fushun	32 100

<u>Pays</u>	<u>Emprunteur Principal exportateur</u>	<u>Produits financés</u>	<u>Montant (en milliers de \$)</u>
Chine	Banque de Chine Canadian Communications International	Fourniture d'un système de transmission par fibres optiques et de communi- cations numériques à hyper- fréquences	600
		Total pour le pays :	<u>59 686</u>
Inde	Coal India CCC	Fourniture de biens et services en vue de l'ex- pansion de la mine de charbon à ciel ouvert de Rajmahal	46 480
	Indian Airlines CAE Électronique Ltée	Fourniture d'un simulateur de vol A-320 complet et d'un simulateur de vol A-320 fixe	5 292
		Total pour le pays :	<u>51 772</u>
Jamaïque	Jamaica Telephone Co. Ltd. Northern Telecom Canada Ltée	Fourniture de matériel de transmission optique et de commutation numérique en multiplex, et prolongement du matériel DMS-250/EOPS	3 906
	Jamaica Telephone Co. Ltd. Northern Telecom Canada Ltd.	Fourniture de matériel de transmission optique et de commutation numérique en multiplex, et prestation de services connexes de génie et d'installation	26 875
		Total pour le pays :	<u>30 781</u>
		Total global :	<u>411 169</u>

Sommes indiquées d'après le taux de change utilisé dans le Plan :

Taux de change utilisé dans le Plan :
1 \$ US = 1,25 \$ CAN

Différences attribuables au fait que les chiffres ont été arrondis

ANNEXE III

RESPONSABILITÉ MAXIMALE EN COURS AU TITRE D'ASSURANCES SUR LE COMPTE DU CANADA
 AU 31 MARS 1990
 (EN MILLIERS DE DOLLARS)

Pays	Court terme		Produits agricoles en vrac		Moyen terme		Prêt particulier		Garantie - Prêt particulier		Investissement à l'étranger		Responsabilité maximum du Canada	
	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme
Barbade											1	1 530	1	1 530
Cuba			3	21 999									3	21 999
Équateur							1	4 300					1	4 300
Égypte							1	10 526					1	10 526
Guinée											2	8 238	2	8 238
Haïti											1	945	1	945
Saint- Vincent											3	1 175	3	1 175
Émirats arabes unis											2	9 648	2	9 648
Totaux	0	0	3	21 999	0	0	2	14 826	0	0	9	21 536	14	58 361

RESPONSABILITÉ MAXIMALE EN COURS AU TITRE D'ASSURANCE SUR LE COMPTE DU CANADA
AU 31 MARS 1989
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Pays	Court terme		Produits agricoles en vrac		Moyen terme		Prêt particulier		Garantie - Prêt particulier		Investissement à l'étranger		Responsabilité maximum du Canada	
	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme
Barbade											1	1 530	1	1 530
Cuba			7	21 200									7	21 200
Équateur							1	4 300					1	4 300
Guinée											2	8 238	2	8 238
Haïti											1	945	1	945
Jamaïque							1	6 300					1	6 300
Roumanie					3	382	5	6 523	1	1 775			9	8 680
Saint-Vincent											3	1 269	3	1 269
Émirats arabes unis											4	28 989	4	28 989
États-Unis									1	238 500			1	238 500
Royaume-Uni											1	1 729	1	1 729
Uruguay											1	425	1	425
Totaux	0	0	7	21 200	3	382	7	17 123	2	240 275	13	43 125	32	322 105

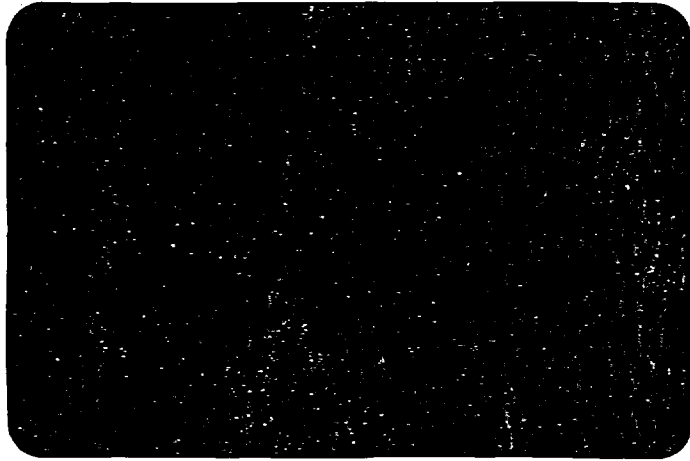
doc
CA1
EA660
90E21
EXF



Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada



Prepared by the International Trade
Development Branch

Publication préparée par le Secteur de
l'expansion du commerce extérieur



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

b23 81424 (E)
b2381436 (F)

REPORT ON
THE ACCOUNTS ADMINISTERED
FOR THE
GOVERNMENT OF CANADA
BY THE
EXPORT DEVELOPMENT CORPORATION

COVERING FISCAL YEARS
1988-89 AND 1989-90

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 9 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-259-950 / 43-259-951

TABLE OF CONTENTS

	<u>PAGE</u>
1.0 <u>INTRODUCTION</u>	1
2.0 <u>PROGRAM DESCRIPTION</u>	1
2.1 Objectives and Purpose	1
2.2 Types of Assistance Provided	2
3.0 <u>LEGISLATIVE BASIS</u>	2
4.0 <u>ELIGIBILITY CONSIDERATIONS</u>	3
5.0 <u>RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY</u>	4
6.0 <u>FINANCIAL CONSIDERATIONS</u>	5
6.1 Budget Process	5
6.2 Budgetary and Non-Budgetary Expenditures ..	6
6.3 Canada Account Financial Flows	6
6.4 Export Financing Activities	7
6.5 Canada Account Insurance Activity	8
7.0 <u>SUMMARY OF CANADA ACCOUNT BUSINESS RESULTS</u>	8
8.0 <u>CANADA ACCOUNT EXPENDITURE PLAN TO 1990-91</u>	9
8.1 Strategic Overview	9
8.2 Expenditure Plan	10
8.3 Expenditure Priorities	11

APPENDICES

APPENDIX I - Canada Account Asset Report	12
APPENDIX II - Financing Agreements Signed By Country	13
APPENDIX III - Canada Account Current Maximum Insurance Liability	19

1.0 INTRODUCTION

Under the Export Development Act (R.S., c. E-20), the Government of Canada is authorized in prescribed circumstances to undertake directly certain activities of a financial nature (loans, guarantees and insurance) to facilitate and develop export trade. In these circumstances, the Export Development Corporation (EDC) acts as the agent for the Government of Canada in executing the financial transaction. However, the EDC maintains separate accounts of all moneys expended and received under these authorities, and the expenditures (and receipts) are charged (and credited) to the Consolidated Revenue Fund.

These activities of the Government of Canada, and the legislative authorities which underlie them, have come to be known collectively as the "Canada Account".

The purpose of this report is to describe the Canada Account, its objectives, the types of assistance provided and the eligibility criteria, its legislative basis and its management structure. Information is also provided on certain financial considerations -- the budget process, the limits established by Parliament on liabilities (direct and contingent) and the past record of the program in terms of resources utilized. Finally, the Report provides a current picture of export financing and insurance activities and exposures, and a Canada Account expenditure plan for 1990 - 1991.

2.0 PROGRAM DESCRIPTION

2.1 Objectives and Purpose

The Canada Account provides the Government of Canada with the authority and means to support Canadian export transactions which, on the basis of prudent risk management as defined by the Board of Directors of EDC, cannot be supported by the Corporation.

However, the basic objectives of the Canada Account program are identical to those of the Export Development Corporation. The EDC was established in 1969 by the Export Development Act (ED Act) "for the purpose of facilitating and developing trade between Canada and other countries by means of the financial and other powers provided in the Act" (subsection 10(1)). There is no distinction either in law or in practice between the broad objectives of the EDC, for activities on its own account, and the objectives of the Government for activities under the Canada Account.

2.2 Types of Assistance Provided

Under the legislation, the Government is able to provide a reasonably broad range of financial services to Canadian exporters. The types of services fall into three general categories -- direct export financing and financing guarantees, short and medium term insurance, and foreign investment insurance.

More specifically, the Government is authorized under the Act to:

insure Canadian firms against commercial and political risks of non-payment when Canadian goods and services are sold abroad;

make medium- and long-term loans to foreign buyers of Canadian capital equipment and technical services;

guarantee financial institutions against losses incurred in financing either the Canadian supplier or the foreign buyer in an export transaction;

issue surety cover protecting against calls on bid, downpayment and performance bonds; and

insure Canadian investments abroad against loss of investment by reason of political actions such as nationalization, war or inconvertibility.

Canada Account services are provided on a user-pay basis. Exporters pay premiums for insurance coverage, and there are fees associated with Canada Account financing and guarantee services. In addition, loans which are extended are fully repayable with interest (except for loans extended on concessional terms -- see Section 4).

3.0 LEGISLATIVE BASIS

The legislative basis for the Government's activities under the Canada Account resides in the Export Development Act (R.S., c. E-20) last amended by Parliament in 1983. Section 27 of the Act authorizes the Government to enter into contracts of insurance or other agreements or guarantees. Section 31 authorizes the Government to enter into direct loans or loan guarantee arrangements. Section 35 provides similar authorities for foreign investment insurance contracts.

In all cases (insurance, loans or loan guarantees and foreign investment insurance), there are three essential minimum requirements which must be met before the transaction can be executed under the Canada Account program:

the Board of Directors of the EDC must review the proposed transaction and determine that it would constitute an obligation "for a term or in an amount in excess of that which the Corporation would normally undertake" on the EDC's own (Corporate) Account;

the Minister for International Trade must advise the Governor-in-Council that, in his/her opinion, "it is in the national interest" that the proposed transaction be executed; and

the transaction must be authorized by the Governor-in-Council.

For each general category (loans, insurance, and foreign investment insurance), the Act also stipulates that separate accounts be maintained by the EDC and that all moneys required to discharge liabilities be paid from the Consolidated Revenue Fund.

Finally, Sections 28 and 32 impose limits on the liabilities and commitments which can be incurred by the Government under the Canada Account. Section 28 establishes the maximum contingent liability under contracts of insurance and foreign investment insurance outstanding at any time at \$7.0 billion dollars. Section 32 establishes the ceiling on direct loans and guarantees which can be outstanding and committed at any time at \$6.0 billion dollars.

4.0 ELIGIBILITY CONSIDERATIONS

As noted in the preceding section, a transaction must first be considered by the Board of Directors of the EDC for its own account, and rejected, before it can be referred to the Minister for consideration under the Canada Account. In general there can be a number of factors which might lead the Board of Directors of EDC to reject the transaction: it could exceed EDC's exposure guidelines for a particular country (that is, the maximum amount of business the Corporation has decided it can prudently undertake in a specific market); involve countries where EDC is off-cover (markets where, for reasons of risk, EDC cannot support Canadian export business); or involve an amount or a term in excess of that which the EDC Board would normally undertake for a single borrower. In addition, since the early 1980's the terms of many Canada Account transactions have required concessional financing (i.e., financing for terms and at interest rates normally associated with official development assistance) to match those being offered by Canada's competitors.

The eligibility considerations applied to transactions considered for Canada Account support are:

EDC's usual lending or insurance criteria (Canadian content, financial and technical capability of the exporter, technical and commercial viability of the project, etc);

The Government's general willingness to consider the country risk in question and the creditworthiness of non-sovereign borrowers; and

National interest consideration such as:

- Economic benefits and costs to Canada of the transaction;
- Importance of the transaction to the exporter;
- Foreign policy implications, including Canada's bilateral relationship with the country in question; and
- Importance of the market to Canada.

5.0 RESPONSIBILITY AND ACCOUNTABILITY

The determination of responsibility and accountability for the Canada Account derives from the Export Development Act. The legislation results in shared authorities, responsibilities and thus accountability.

The responsibility for all decisions to extend support under the Canada Account rests with Cabinet (i.e., the Governor-in-Council), based on a recommendation from the Minister for International Trade that the transaction is in the national interest.

The Department of External Affairs and International Trade Canada (EAITC) provides a supporting role to their Minister who is also responsible to Parliament for the EDC, and in so doing provides information and advice on specific transactions as well as on the overall policy of the Government with respect to the Canada Account.

EDC has the primary responsibility for the provision of information and advice on all Canada Account proposals, and has by law sole responsibility for the administration of all transactions once approved by Cabinet. The EDC executes the legal documents, disburses funds, manages the repayment flows, keeps the accounting records, etc. The costs to the EDC of administering these projects on behalf of the Government are recovered from the Canada Account receipts and recoveries through an arrangement authorized by the Minister of Finance, in accordance with the Act.

The accounts administered for Canada by EDC are shown in comparative form in Appendix I.

6.0 FINANCIAL CONSIDERATIONS

6.1 Budget Process

As noted in Section 3.0 above, the authority to expend funds under the Canada Account is provided through Sections 27, 31 and 35 of the Act. In all cases, the authorities are statutory in nature -- that is, there is no requirement for annual appropriations from Parliament provided the overall levels of outstanding expenditures and other liabilities and commitments are within the ceilings established in Sections 28 and 32 of the Act.

While new spending authorities are not required from Parliament on a regular annual basis, Parliament is nevertheless kept fully apprised of estimated Canada Account expenditures. Specifically, estimated expenditures are reported through an information item (referred to as a "statutory item") in the Government's annual Main Estimates, and any major and unexpected changes in the use of the Account, when they can be anticipated in time, are communicated to Parliament through Supplementary Estimates during the fiscal year. Information on the actual level of expenditures is communicated annually to Parliament through the Public Accounts of Canada.

The types of transactions supported by the Canada Account are generally characterized by long lead times and a high degree of uncertainty. Particularly in relation to long-term credit, the Government is formally required to signal its agreement in principle to support a transaction as a prerequisite to the pursuit of the project by the exporter. This assurance is required by the exporter before he begins to incur significant expenditures to win the export contract, as well as by the borrower, who generally requires an assurance of available financing as a bid requirement. The likelihood of ultimate success of any particular exporter on any given transaction is impossible to predict accurately in the competitive international trade environment. Consequently, the Government must provide commitments against a probability of success on the part of the exporter and recognize that, while many such commitments may never result in actual loans or insurance contracts, it is nevertheless prepared to extend the necessary financial support arising from these commitments when and as contracts are won. The non-lapsing multi-year commitment and expenditure authorities approved by Parliament afford the Government the necessary flexibility to manage this process.

6.2 Budgetary and Non-Budgetary Expenditures

When a loan is extended by the Government under the Canada Account, it may be accounted for by the Government either as a budgetary or non-budgetary expenditure.

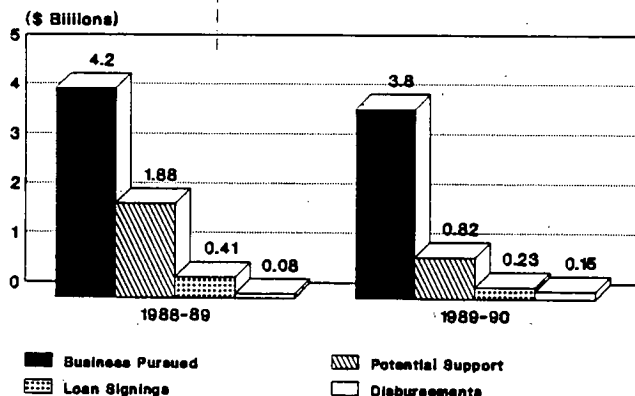
Prior to 1987, virtually all such disbursements were treated by the Government as non-budgetary expenditures. However, since 1987, the two classifications of expenditures have been utilized. Loans which involve concessional terms (i.e., interest-free or low-interest loans repayable over extended periods) are now accounted for by the Government as budgetary expenditures. Loans which are extended at or near commercial rates generally continue to be accounted for as non-budgetary expenditures. Specially-tailored loans which involve a blend of concessional and non-concessional financing are accounted for accordingly.

Insurance claim payments are generally accounted for as non-budgetary expenditures pending recovery by the EDC. Historically, the Government's record of recoveries on insurance claims paid under the Canada Account has been extremely good.

6.3 Canada Account Financial Flows

The chart on Page 7 shows the amount of export financing business supported in fiscal years 1988-89 and 1989-90, and the actual level of loans disbursements under the Canada Account. The chart demonstrates clearly the degree of volatility and uncertainty inherent in those activities and described earlier in sub-section 6.1. The "Business Pursued" column shows the value of transactions advised by Canadian exporters to EDC which would, if ultimately successful, probably have required Canada Account financing. The second bar, "Potential Support", shows the estimated cost of Canada Account financing on all transactions where the exporter has been formally advised by EDC of the Government's willingness, at least in principle, to consider the proposal for support under the Canada Account. The third column, "Loan Signings" shows the maximum cost to the Canada Account of transactions actually won and signed by exporters in the year in question. Finally, the last column shows actual disbursements made by the government in relation to signed loans. Only when disbursements are made is there a draw on the Consolidated Revenue Fund.

**Canada Account Summary
1988-89 and 1989-90**



6.4 Export Financing Activity

As at March 31, 1990, loans and loan guarantees outstanding and committed stood at \$1,498 million compared to the statutory ceiling (Section 32 of the Act) of \$6.0 billion. Included in this figure are amounts formally committed but as yet undisbursed, under signed contracts, of \$533 million. Over the life of the Canada Account program, a total of more than \$2.0 billion in exports has been supported through direct loans.

While concessional Canada Account financing only became prevalent during the latter part of the decade, that portion of the portfolio has grown rapidly, with commitments (before disbursements) of \$588.7 million by the end of the 1989-90 fiscal year. The two tables in Appendix II show the value of loans signed on a transaction as well as a country-by-country basis over the review period. Below is a historical program summary.

TABLE 6.4.1
HISTORICAL SUMMARY OF
CANADA ACCOUNT LENDING ACTIVITY
AS AT MARCH 31, 1990
(\$ MILLIONS)

	Existing Commitments				
	Total Committed*	Total Disbursed	Total Repaid	Balance Outstanding	Undisbursed Commitments
Concessional	\$588.7	\$233.8	\$2.1	\$231.7	\$354.9
Non-Concessional	\$1,546.3	\$1,368.0	\$634.7	\$733.4	\$178.2
Total	\$2,135.0	\$1,601.8	\$636.8	\$965.1	\$533.1

* Commitments net of cancellations (e.g., financing requirements scaled-down by buyer/borrower) over the life of the program.

6.5 Canada Account Insurance Activity

Canada Account insurance is generally required in support of Canadian export contracts when EDC is off-cover in an export market, but the transaction is thought to be in the national interest and when insurance coverage or a security agreement is required in connection with a Canada Account-financed loan. Formerly, all Foreign Investment Insurance (FII) liabilities were covered exclusively under the Canada Account, and although several such policies remain on the Canada Account books, FII coverage is now also available under EDC's Corporate Account.

As at March 31, 1990, the value of outstanding contingent liabilities under insurance contracts and other agreements stood at \$58 million, against the statutory ceiling (Section 28 of the Act) of \$7.0 billion.

TABLE 6.5.1
CURRENT MAXIMUM CANADA ACCOUNT LIABILITY
AS AT MARCH 31 YEAR END
(\$ MILLIONS)

Type of Policy	1988-89		1989-90	
	No.	Amount	No.	Amount
Bulk Agriculture	(7)	\$21.2	(3)	\$21.999
Medium-Term	(3)	\$.328	-	-
Loan-Related Specific Insurance	(7)	\$17.123	(2)	\$14.826
Loan-Related Security Insurance	(2)	\$240.275	-	-
Foreign Investment	(13)	\$43.125	(9)	\$21.536
Total Maximum Liability	(32)	\$322.105	(14)	\$58.361

The significant drop in maximum liability from 1988 to 1989 is accounted for by the expiry of a \$235.5 million security agreement relating to Canada Account-backed 1982 sale of subway cars to the United States.

For a detailed Maximum Liability report, complete with exposure by country, please refer to Appendix III.

7.0 SUMMARY OF CANADA ACCOUNT 1988-89 and 1989-90 BUSINESS RESULTS

In 1988-89, \$411 million in Canada Account financing enabled Canadian exporters to conclude \$708 million in export contracts in 7 countries. During 1989-90, 23 transactions in 8 countries, and with a total contract value of \$530 million were concluded on the basis of \$232 million in Canada Account financing. (The discrepancy between financed amounts and contract amounts is due

to the fact that Canada Account financing does not apply to 100 percent of the contract amount.)

EDC estimates that a total of 27,700 person-years of employment were created or maintained in Canada as a result of Canada Account-financed transactions in 1988-89, while the figure for 1989-90 was 16,700.

EDC also regularly conducts cost/benefit analysis of the transactions supported under the Canada Account. This analysis is very narrowly-based and encompasses only the costs and benefits associated with the specific export transaction in question. EDC does not attempt to measure other, broader economic benefits such as those deriving from follow-on sales in the same market; those which may accrue to other Canadian exporters as a result of the Canadian presence being maintained in the market in question; benefits associated with the application in Canada of technology developed in export transactions supported under the Canada Account, etc. These latter economic benefits to Canada may be significant, but they also tend to be much more difficult to identify and to quantify precisely. Nevertheless, as noted in Section 4, these broader issues are explored and considered by the Government when assessing whether a transaction is in the "national interest".

Overall, EDC's narrowly-based analysis indicates that transactions supported with Canada Account loans had a net cost of \$66 million in 1988-89 and \$60 million in 1989-90, due mainly to the requirement to provide concessional financing to match the concessional financing offered by Canada's trade competitors.

On the insurance front, \$81 million in export volume was declared under 18 insurance policies in 1988-89, while \$89 million was declared under 11 policies in 1989-90. (Please note that Business Volume results differ from maximum liability data for two reasons: first, the maximum liability report is as at a specific date; and second, liabilities which extend for more than one year are recorded as having volume only in the year in which they are signed, whereas the liability is recorded until the policy expires.)

8.0 CANADA ACCOUNT 1990 - 1991 EXPENDITURE PLAN

8.1 Strategic Overview

Consistent with both past practice and the legal framework establishing the Canada Account facility, the Account will continue to be used over the 1990 - 1991 planning period on a selective, as-required basis to support transactions which EDC is unable to undertake in its own Corporate Account and which are judged to be in the national interest. This facility will

continue to be utilized on an exceptional basis to respond to special situations.

On the international front, the continuing aggressive use of credit mixte by certain developed countries coupled with anticipated strong demand for trade credits will result in continuing pressure for concessional funding.

In terms of the overall management of the resources earmarked for the Canada Account program, the current imbalance between the demand for funds and the limited supply is expected to continue. This imbalance results in part from a convergence between Canadian exporters' marketing efforts and those of the Government, which intensified in the mid-eighties and which are now producing results, and the continuing requirement for the Government to manage its financial resources (particularly budgetary resources) in a conservative manner during a period of fiscal restraint. In the current circumstances, it is not possible with the limited funding available to satisfy all demands for Canada Account support. Consequently, EDC will continue to keep exporters and exporter associations apprised of the difficult budget situation with a view to bringing exporters' demands for funding, particularly concessional financing, more in line with estimated availability.

The basic eligibility criteria which govern the actual approval of specific transactions for support under Canada Account will remain unchanged. That is:

only transactions which the EDC Board is unprepared to accept for its own Corporate Account will be considered;

every transaction supported will be reviewed in accordance with certain stipulated national interest criteria and only those which are judged by the Minister for International Trade to be in the national interest will be supported; and

every transaction supported will require the approval of Cabinet.

8.2 Expenditure Plan

An outline of the Expenditure Plan is provided in Table 8.2.1. Based on the EDC's best current forecasts, the reference levels for 1990 - 1991 are very heavily committed. These forecasts are based on the EDC's most recent projections for

requirements under signed transactions and Approvals-in-Principle outstanding.

8.2.1
CANADA ACCOUNT
EXPENDITURE REVIEW
(\$ MILLIONS)

	88/89 Main Estimates	88/89 Actual	89/90 Main Estimates	* 89/90 Actual	90/91 Main Estimates
- Budgetary (Concessional)	75	52	125	104	(185)
- Non-Budgetary (Non-Concessional)					
. Disbursements	101	34	100	45	250
. Repayments	(34)	(40)	(36)	(36)	(36)
. Net Requirement	<u>67</u>	<u>(6)</u>	<u>64</u>	<u>9</u>	<u>214</u>
Total Expenditures	<u>142</u>	<u>46</u>	<u>189</u>	<u>113</u>	<u>399</u>

* 89/90 Actuals are supplied by EDC, and not the Public Accounts of Canada.

8.3 Expenditure Priorities

For potential export transactions requiring non-budgetary resources, consideration will be given to any project which can be funded from within existing reference levels.

On the budgetary side, consideration will again be given to any project which is judged to be in the national interest and which can be accommodated within reference levels. In addition, however,

→ priority will continue to be given to export transactions in "spoiled" markets or in response to the provision of concessional trade credits by other countries;

→ priority will be given to export transactions requiring relatively small amounts of concessional funding in order to ration the limited resources remaining; and

transactions requiring relatively large levels of concessional funding and transactions in non-priority markets will be discouraged.

APPENDIX I
CANADA ACCOUNT ASSET REPORT
AS AT MARCH 31
(\$ THOUSANDS)

ASSETS	<u>1989-90</u>	<u>1988-89</u>
- Loans receivable:	\$965,105	\$833,292
- Accrued interest and fees:	\$112,941	\$91,905
- Due from EDC:	\$5,667	\$7,264
- Net assets:	<u>\$1,083,713</u>	<u>\$932,461</u>

NET ASSETS WERE FUNDED AS FOLLOWS

- Funds disbursed by Canada less repayments of principal and interest: (i.e. Fiscal Year)	\$46,153	\$16,329
- Loan interest, fees, insurance and guarantee premiums: (i.e. Fiscal Year)	\$86,282	\$64,035
- Claims paid net of recoveries:	(\$132)	(\$18,734)
- Administrative expenses:	(\$7,055)	(\$7,183)
- Increase in payables to Canada:	\$26,004	\$13,518
	<u>\$151,252</u>	<u>\$67,965</u>

NET ASSETS FUNDED BY CANADA

- Beginning of the period:	\$932,461	\$864,496
- End of the period:	\$1,083,713	\$932,461

APPENDIX II
FINANCING AGREEMENTS SIGNED BY COUNTRY
FROM: APRIL 1, 1989 TO MARCH 31, 1990
CANADA ACCOUNT

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
Egypt	Egypt Canada Wire and Cable Ltd	Metro Extension Metro SapTha/Shoubrah El-Kheima Project	22,446
		Total Country:	<u>22,446</u>
Algeria	BAD SNC/Met-Chem/Lavalin	Phase One Of Engineering Services Of Coordination For Jijel Complex	819
		Total Country:	<u>819</u>
Morocco	Compagnie Nationale Royal Air Maroc OCC	Design And Construct Engine Test Facility	15,211
		Total Country:	<u>15,211</u>
Rwanda	Rwanda Almax International Inc	Vente Et Installation de Lignes Moyenne Tension 15/30 KV	7,400
		Total Country:	<u>7,400</u>
China	Bank Of China Northern Telecom Canada Ltd	Sales Of SPC Switching Systems, Hebei Province	8,569
		Equipment And Related Services For The Fanyu Sawmill Project	1,440
		Sale Of SPC Switching Systems, Jiangxi Province	3,435
		Sale Of SPC Switching Systems, Shaanxi Province	4,849
		Sale Of SPC Switching Systems, Henan Province	9,192

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
China	Bank Of China Klockner Stadler Hurter Limited	Sale Of Equipment and Services for the Construction Of a Caprolactam Plant	18,778
	Bank Of China Northern Telecom Canada Ltd	Sale of SPC Switching Systems, Yumna Province	4,651
	Bank Of China Phillips Cables	Sale Of Telephone Cable	1,443
	Bank Of China Cambrian Eng Group	Sale Of Process Equipment and Related Services To Assist with Modernization of an Edible Oil Refinery	664
	Bank Of China PHB Weserhutte Inc	Supply Of Two Cable Cranes for the Gehe Yan Hydroelectric Project	1,512
	Bank Of China Various	Supply Of Substation Equipment for the Gehe Yan Hydroelectric Project	11,878
	Bank Of China Fountainhead Enterprises Corp	Supply Of Lumber for the Gehe Yan Hydroelectric Project	2,325
	Bank Of China Canada Wire and Cable Ltd	Sale Of Telephone Cable Associated With NIGL Transaction In Shaanxi Province	681
	Bank Of China Various	Hydroelectric Turbines/ Generators And Related Services	23,532
	Bank Of China SNC Services Ltd	Sale Of Goods And Services for the Construction of the Jiujiang Chemical Plant	4,912
	Bank Of China Fluor Daniel Canada Inc	Ethylene Oxide Project/Jilin Province	11,171
		Total Country	109,031

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
Indonesia	Indonesia Canadian Astronautics Limited	Sale Of A Sarsat Lut and Beacon Satellite System	6,729
		Total Country	6,729
Thailand	Panjapol Pulp Industry Co Ltd Klockner Stadler Hurter Limited	Sale Of Equipment and Related Services for Construction Of A 250 Bone Dry Metric T/D Kraft Pulp Mill	24,800
		Total Country	24,800
Jamaica	Jamaica Telephone Co Ltd Northern Telecom Canada Ltd	Telecommunications Equipment And Services To Help Upgrade And Develop Jamaica Telephone System	45,600
		Total Country	45,600
		Grand Total	<u>232,036</u>

Report By Plan Rates:

Plan Rates Used:

U.S. \$1.00 = Cdn.\$1.200000

Differences Due To Rounding

FINANCING AGREEMENTS SIGNED BY COUNTRY
 FROM: APRIL 1, 1988 TO MARCH 31, 1989
CANADA ACCOUNT

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
Egypt	Nat'l Org For Egyptian Railways Sydney Steel Corp	75,000 M.T. Steel Rails	46,590
		Total Country:	46,590
Algeria	BAD General Motors of Canada Limited	Sale Of 10 Mainline Locomotives	10,040
		Total Country:	10,040
Morocco	ONPT Bell Canada Int'l Inc	Supply Of Goods And Services For A Telecommunication Project	212,300
		Total Country:	212,300
China	Bank Of China Canada Wire and Cable Ltd	Supply Of Telephone Cable And Accessories Associated With Digital Telecommunications Equipment	422
		Bank Of China Northern Telecom Canada Ltd	Sale Of Digital Microwave Telecommunications Systems For Use In Hebei Province
	Bank Of China Dow Chemical Canada Inc	Supply Of Goods And Services For The Construction Of a Chemical Plant In Jhejiang Province	5,278
	Bank Of China Whiting Equipment Canada Inc	Sale Of Aluminum Oxide Furnace System	1,005
	Bank Of China G And B Automated Equipment Ltd	Grinding Wheel Equipment	960
	Bank Of China The Lummus Co. of Canada Limited	One Linear Low Density Polyethylene Plant	17,288

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
China	Bank Of China Whiting Equipment Canada Inc	Sale Of An Aluminum Oxide Furnace To The Second Grinding Wheel Factory Of China	993
	Bank Of China The Lummus Co. of Canada Limited	Fushun Ethylene Plant Project	32,100
	Bank Of China Canadian Communications Int'l	Supply Of A Digital Microwave And Fiber Optic Communication System	600
		Total Country	<u>59,686</u>
India	Coal India CCC	Supply Of Goods And Services re. the Expansion Of The Rajmahal Open Cast Coal Mine	46,480
	Indian Airlines CAE Electronics Ltd	Supply Of 1 A-320 Full Flight Simulator And 1 A-320 Fixed Flight Simulator	5,292
		Total Country:	<u>51,772</u>
Jamaica	Jamaica Telephone Co Ltd Northern Telecom Canada Ltd	Multiplex Digital Switching And Optical Transmission Equipment And DMS-250/EOPS Extension	3,906

<u>Country</u>	<u>Borrower Principal Exporter</u>	<u>Products Financed</u>	<u>Amount (\$Thousands)</u>
Jamaica	Jamaica Telephone Co Ltd	Digital Multiplex	26,875
	Northern Telecom Canada Ltd	Switching and Fiber Optical Transmission Equipment and Related Engineering and Installation Service	
		Total Country	30,781
		Grand Total	<u>411,169</u>

Report By Plan Rates:

Plan Rates Used:

U.S. \$1.00 = Cdn.\$1.25000

Differences Due To Rounding

APPENDIX III
 CANADA ACCOUNT CURRENT MAXIMUM INSURANCE LIABILITY
 AS AT MARCH 31, 1990
 (\$ THOUSANDS)

Country	Short Term		Bulk Agriculture		Medium Term		Loan Related Specific		Loan Related Security		Foreign Investment		Max. Can. Liability	
	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount
Barbados											1	\$1,530	1	\$1,530
Cuba			3	\$21,999									3	\$21,999
Ecuador							1	\$4,300					1	\$4,300
Egypt							1	\$10,526					1	\$10,526
Guinea											2	\$8,238	2	\$8,238
Haiti											1	\$945	1	\$945
St. Vincent											3	\$1,175	3	\$1,175
U.A.E.											2	\$9,648	2	\$9,648
Totals	0	\$0	3	\$21,999	0	\$0	2	\$14,826	0	\$0	9	\$21,536	14	\$58,361

CANADA ACCOUNT CURRENT MAXIMUM INSURANCE LIABILITY
AS AT MARCH 31, 1989
(\$ THOUSANDS)

Country	Short Term		Bulk Agriculture		Medium Term		Loan Related Specific		Loan Related Security		Foreign Investment		Max. Can. Liability	
	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount	No.	Amount
Barbados											1	\$1,530	1	\$1,530
Cuba			7	\$21,200									7	\$21,200
Ecuador							1	\$4,300					1	\$4,300
Guinea											2	\$8,238	2	\$8,238
Haiti											1	\$945	1	\$945
Jamaica							1	\$6,300					1	\$6,300
Romania					3	\$382	5	\$6,523	1	\$1,775			9	\$8,680
St. Vincent											3	\$1,269	3	\$1,269
U.A.E.											4	\$28,989	4	\$28,989
U.S.A.									1	\$238,500			1	\$238,500
United Kingdom											1	\$1,729	1	\$1,729
Uruguay											1	\$425	1	\$425
Totals	0	\$0	7	\$21,200	3	\$382	7	\$17,123	2	\$240,275	13	\$43,125	32	\$322,105